

**ARRETE DU MAIRE**  
N°ST050RT2024

**Objet : échafaudage et stationnement de camion grue 174 – 176 Rue Général de Gaulle**  
**Du 19 au 29 février 2024 (Arrêté temporaire)**

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,  
Vu l'arrêté du 12 juin 2023 N°PM024RP2023, concernant le stationnement réglementé à Brignais,  
**Vu la délibération du Conseil Municipal fixant le tarif des redevances d'occupation du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2024,**  
Vu la demande du 9 janvier 2024 formulée par l'entreprise LOFOTEN,

Considérant qu'en raison des travaux de toiture aux 174-176 rue Général de Gaulle réalisés par l'entreprise LOFOTEN CONSTRUCTION, le stationnement est interdit au droit du chantier, il convient de réglementer l'occupation du domaine public.

- ARRETE -

**Article 1 : autorisation**

L'entreprise LOFOTEN CONSTRUCTION est autorisée à occuper temporairement le domaine public sans ancrage, pour la mise en place d'un échafaudage et le stationnement d'un camion grue, aux 174-176 rue Général de Gaulle

**Article 2 : prescriptions techniques**

L'entreprise LOFOTEN CONSTRUCTION doit respecter les dispositions particulières suivantes :

- Surface occupée : échafaudage : 3 M x 0.80 M = 2.4 m<sup>2</sup> - stationnement camion : 37.5 m<sup>2</sup>
- Trottoir partiellement neutralisé au droit des 174-176 rue Général de Gaulle, par la pose d'une sapine d'échafaudage et d'une console bas sur avec pare gravats
- Mise en place d'un dévoiement « piétons passez en face » aux passages piétons les plus proches, si nécessaire
- 3 places de stationnement neutralisées à hauteur des 174-176 rue Général de Gaulle, réservées pour le stationnement du camion grue
- Le matériel de chantier est balisé et l'emprise du chantier sur la voie publique doit être la moins importante possible.
- Il est interdit de fabriquer directement sur la chaussée ou ses dépendances les mortiers, bétons ou autres. Protection obligatoire du trottoir.

**Article 3 : période**

Cette autorisation est valable du 19 au 29 février 2024 et pourra être prolongée en cas de nécessité par arrêté du Maire.

**Article 4 : signalisation**

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise. L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés).

**Article 5 : redevance**

L'autorisation délivrée par l'administration publique implique de la part du permissionnaire le paiement de la redevance relative à l'occupation du domaine public, soit pour le cas présent un montant de :

- Echafaudage ( x m X x 1m) = 2.4 m<sup>2</sup> X 3.40 € m<sup>2</sup>/semaine = 16.32 € pour deux semaines
- Stationnement camion grue = 37.5 m<sup>2</sup> X 2.80 €/jour = 945 € pour 9 jours
- TOTAL : 961.32 €

**Article 6 : information réglementaire**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 : utilisation des bornes de puisage**

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

**Article 8 : recours**

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 : ampliation**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

Fait à Brignais, le 8 février 2024

**Le Maire, Serge BERARD**

L'adjoint délégué

**Jean-Philippe GILLET**

Mise en ligne le : **09 FEV. 2024**

